

À Notre-Dame-des-Landes, mille et un projets pour inventer un autre monde

Il fait frais et humide en Loire-Atlantique, ce lundi soir de novembre. Aux Fosses noires, l'un des lieux-dits de la vaste zone à défendre (Zad) de Notre-Dame-des-Landes, la distribution de pain vient de commencer. Dans une petite pièce très animée, occupants de la Zad mais aussi sympathisants et voisins des villages alentours viennent récupérer les miches dont ils ont besoin. *« Chacun met ce qu'il veut, ou ce qu'il peut dans la caisse, précise Sophie, l'une des trois boulangères. Les prix sont libres. Seuls les prix de revient sont indiqués. »*

« Nous ne souhaitons pas entrer dans le circuit de production classique, explique Noé, engagé dans divers projets de production agricole. Ce que l'on produit sur la Zad est mis à disposition des gens du coin, qui se servent et donnent de l'argent s'ils peuvent. Il est pour nous simplement inconcevable de relier le droit fondamental de manger au fait d'avoir, ou non, de l'argent. » Ici, on n'imagine pas seulement la sortie des logiques économiques marchandes, on la vit.

Installé aux Fosses noires suite aux [expulsions de novembre 2012](#), au cours desquelles la boulangerie de la Zad avait été totalement détruite, le fournil tourne trois fois par semaine pour produire environ 180 kg de pain. Une partie de la farine vient du blé et du sarrasin cultivé et moulu sur la zone. *« Le pain, c'est vraiment une base alimentaire, souligne Sophie. C'est un bon moyen d'être autonome, en plus d'être une activité qui passionne beaucoup de gens. »*

C'est aussi une façon d'être solidaires : une vingtaine de

kilos partent chaque semaine des Fosses noires vers un squat de migrants situé à Nantes. Une autre partie de la production est déposée au « non-marché », qui se tient le vendredi soir à la Gourbi, autre lieu-dit de la Zad. On y trouve des légumes, des produits laitiers et des plantes médicinales à prix libre. *« Toutes ces productions sont bénévoles, et collectives, décrit Noé. L'argent est mis en commun et repartagé. »* Une partie de l'argent sert en ce moment la création d'une boulangerie à Calais, en soutien aux migrants.

« Ici, tu peux te planter, ce n'est pas grave, tu n'es pas tout seul »

De 100 à 300 personnes occupent la zone d'aménagement différé du projet d'aéroport, rebaptisée Zad, qui s'étend sur 1200 hectares agricoles [1]. 400 de ces hectares sont cultivés par huit paysans résistants, qui ont refusé de partir contre le versement d'indemnités d'éviction [2]. Et sur les 800 hectares qui appartiennent à Aéroports du Grand Ouest-Vinci, 220 sont squattés.

On y cultive des légumes et du blé, on y fait paître des vaches, et on se lance dans beaucoup d'autres projets. Production de pâtes, brassage de bière, essai de traction animale, fabrication de spiruline... *« Ici on peut tout essayer, décrit Judith. Les coûts sont assumés collectivement. Parfois, des projets avortent, d'autres se renforcent. Mais ce qui est extraordinaire, c'est qu'ici, tu peux te planter, ce n'est pas grave, tu n'es pas tout seul. »* A la ferme de Bellevue, située à l'Ouest de la Zad et occupée depuis trois ans, divers projets se croisent et se rencontrent : atelier couture, boulangerie, épicerie, friperie, petite usine de réparation agricole, etc.



« Chaque occupant peut faire partie de différents groupes, précise Judith qui s'implique dans les groupes « vaches » et « mécanique ». Les groupes ont des liens entre eux : celui qui s'occupe des vaches est lié à celui qui s'occupe du maraîchage pour récupérer le fumier (qui sert d'engrais, ndlr). » Au cœur de ces divers projets, de solides liens se sont noués entre les occupants et certains paysans du coin. « Les vieilles machines agricoles utilisées pour protéger les lieux occupés en novembre 2012 ont été bricolées, réparées et remises en route, explique Noé, qui fait partie du collectif installé à l'Est de la Zad, à Saint-Jean-du-Tertre. Pour la première fois cette année, on a prêté ce matos réhabilité aux paysans voisins, qui étaient en galère avec le leur. Ça nous a fait vraiment plaisir. Parce que ça a longtemps été l'inverse. »

« L'agriculture, c'est un moyen de résister au projet d'aéroport »

Quand les bulldozers ont débarqué, à l'automne 2012, ils ont démoli les jardins, avant de s'attaquer aux cabanes et aux maisons. « Ça a été difficile, après, de retrouver la

confiance de mettre les mains dans la terre », dit Léonie qui s'est finalement relancée dans la culture des plantes médicinales. « Les fermes expulsées et démolies ont rendu nécessaire la protection de celles qui étaient encore debout », se remémore Jean-Luc, paysan à Vigneux, à quelques kilomètres au Sud de la Zad. « C'était une aventure qui prenait aux tripes, motivée par l'envie d'aider des jeunes qui veulent s'installer dans la durée. »

Désormais, les coups de main sont réciproques. Jean-Luc continue de venir régulièrement sur la zone avec un tracteur et des outils, et les habitants de la Zad viennent chez lui faire des chantiers collectifs. *« Ce qui se passe sur la Zad est pour moi un aboutissement, explique t-il. D'habitude on pousse les gens à la productivité et ils se retrouvent vachement isolés dans leur ferme. Là c'est différent, il n'y a pas de contrainte sur les rendements, l'important c'est de faire ensemble car on est plus forts. »*

« L'agriculture, c'est un moyen de résister au projet, avance Noé. Nous occupons le terrain et nous avons de quoi assurer le ravitaillement des luttes, ce qui est un point crucial pour qu'elles puissent durer. Mais il n'y a pas que cela. Pour nous, il est impossible de transformer le monde sans prendre en compte la production. A nous de la rendre désirable. » Ce qui séduit nombre d'occupants avec l'agriculture, c'est l'aspect polytechnique : pour pratiquer l'agriculture, il faut se frotter au travail de la terre, à l'incertitude du climat mais aussi à la conservation de semences et à la mécanique.

« On se réapproprie des savoir-faire, résume Noé. C'est fondamental ». Outils et moments collectifs de plantation sont partagés au sein de l'assemblée [« Sème ta zad »](#), créée au printemps 2013. « Sème ta zad, c'est aussi un espace d'organisation politique, insiste Greg. Prendre la parole en assemblée, c'est un savoir-faire qu'il faut absolument transmettre. »

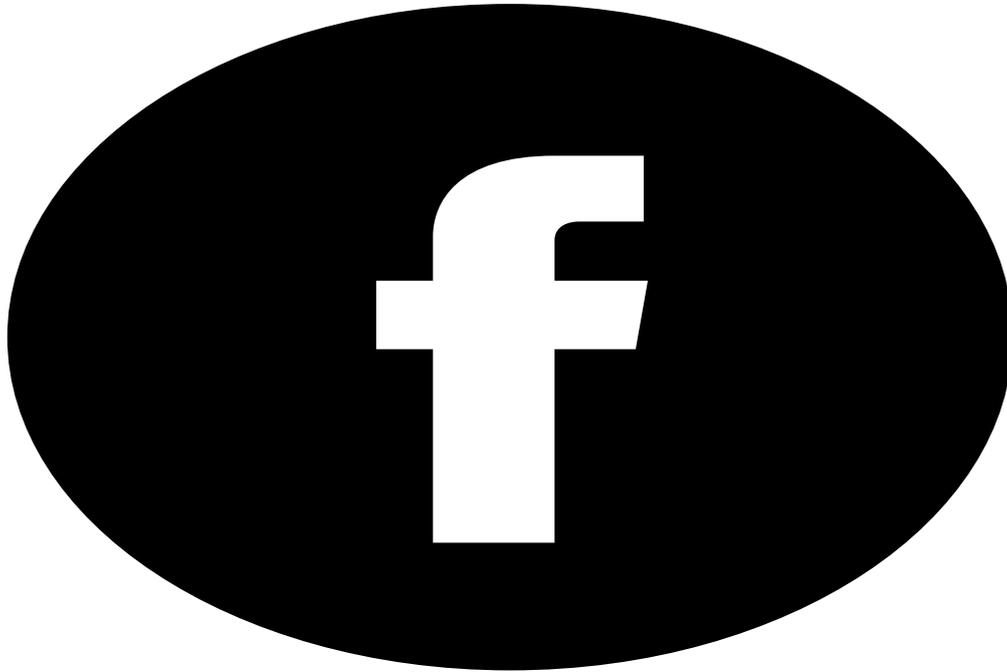


Un espace politique mais aussi un lieu de vie

Dans les différents lieux d'occupation, on n'aime pas trop le terme de « zadiste ». *« Je ne sais pas ce que c'est, lance même un occupant qui vit sur place depuis quatre ans. Nous sommes divers, et heureux d'apprendre à respecter cette diversité. »* Depuis les expulsions de 2012, le profil des occupants semble moins homogène. *« Avant, la plupart des occupants venaient du milieu des squats, avec la même culture politique, retrace Camille. Tout le monde était d'accord sur la façon de s'exprimer, et nous étions tous ok pour parler pendant cinq heures d'un problème avant d'arriver à un consensus. Après 2013, il y a eu ce qu'on appelle ici "le printemps des embrouilles" avec beaucoup de conflits d'usage. »*

La priorité était-elle de tenir les barricades ? De discuter ? De produire ? De vivre simplement sur place ? *« Nous avons énormément discuté de comment nous pourrions vivre ensemble.*

Chacun a fait l'effort de s'ouvrir à la culture de l'autre. Certains se sont mis à venir aux réunions, d'autres ont accepté l'idée que si nous choisissons de tout résoudre en parlant, nous excluons certaines personnes. »



« Pour créer du lien, et désamorcer les tensions, nous faisons ensemble : nous montons des murs, nous tirons des câbles, nous creusons des trous et petit à petit les gens se rencontrent. Il y a une démultiplication des moments où nous pouvons nous rencontrer, peu importe quand : dans un mois, dans six mois, nous ne sommes pas pressés. » Chaque niveau d'organisation est un espace de discussion et de débats : les lieux d'habitations, les groupes de travail, les assemblées autour des actions à mener. *« Ce mélange-là dessine une forme de démocratie directe qui n'a pas besoin de votes »*, constate Noé.

« Nous ne pensons pas être un modèle, complètent Camille et Léonie. Mais il y a ici un espace pour venir poser des questions, interroger nos modes de vie, se réapproprier le quotidien. » *« Et nous ne sommes pas seuleme*

nt un espace d'organisation politique », ajoute Camille. La zone d'activité à défendre (ZAD, ndlr) est devenue un espace de vie à part entière, où s'organisent banquets, concerts, jeux, fêtes d'anniversaire, soirées dansantes... et même « *de mémorables tournois de belote* » !

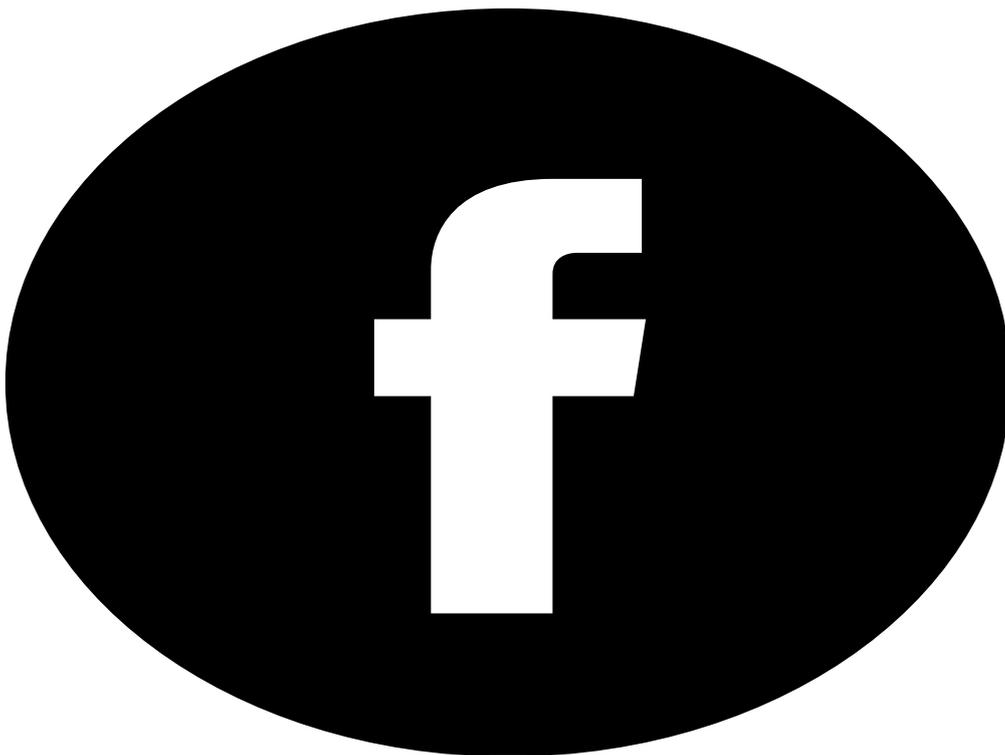
L'amorce d'une réflexion collective sur l'avenir des terres

La résistance face à l'intervention policière de l'automne 2012, et le vaste mouvement de solidarité qui a suivi ont renforcé les liens entre les occupants et les autres acteurs de la lutte. « *Au départ, on a ici des gens réunis autour d'une pure négativité, retrace Noé : le refus de la construction d'un aéroport. Au moment de l'opération César, chacun a dû s'extirper de son identité politique pour lutter avec les autres. Notre vraie victoire a été l'ouverture d'un nouvel espace de discussion. Ce qui nous lie aujourd'hui, ce n'est pas tant l'opposition à l'aéroport que la positivité de ce que l'on vit. C'est ainsi qu'est arrivé le processus sur l'avenir des terres.* »

Occupants, résistants et agriculteurs installés se sont interrogés collectivement sur ce qu'ils voulaient pour la ZAD, une fois le projet d'aéroport abandonné. Si l'aéroport ne se fait pas, 800 hectares seront à redistribuer, en plus des 400 hectares appartenant aux paysans historiques qui ont refusé de négocier. Il y a un consensus sur la zone pour qu'ils puissent continuer de faire ce qu'ils ont toujours fait. « *Nous nous sommes mis d'accord sur le fait qu'il faut favoriser l'installation et pas l'agrandissement. Et aussi sur le fait que l'on veut pouvoir rester tous ici, avec nos diversités. Ceux qui veulent s'installer "dans les clous" pourront le faire. Ceux qui veulent continuer à être hors cadre pourront aussi rester. C'est inédit !* » « *Notre diversité peut compliquer la vie, mais c'est notre force et notre richesse, nous tenons à la conserver* », appuient Sylvie et Marcel Thébault, paysans sur la zone depuis 1999.

« Nous sommes prêts à y laisser notre peau pour défendre tout ce que l'on a construit »

« Nous avons le sentiment d'être pris dans l'histoire et dans l'avenir, glisse Greg. Quand et où pourra-t-on avoir l'occasion de communautariser 800 hectares ? On sait aussi que l'on éprouve une autre sorte de vie, et que c'est sans doute inadmissible pour un État. » Sur la ZAD, certains occupants mettent toute leur énergie à préparer la lutte contre les expulsions. D'autres pas du tout. *« Mais on prépare tout, tous ensemble, précise Camille. Des recours juridiques aux tranchées, en passant par la construction d'un réseau de solidarité nationale : tout ça, c'est la même lutte. Notre force vient de la multiplicité de nos façons de nous défendre. Et la force qu'on a ici est plus puissante qu'en 2012. »*



Au début de ce mois de décembre, AGO (Aéroport du Grand Ouest) / Vinci a demandé [l'expulsion immédiate](#) de quatre exploitations agricoles et de onze familles, sous peine d'astreinte de 200 euros par jour, « si besoin, avec le concours de la force publique, la saisie et séquestration des

biens, outils de travail et cheptel ». Sous la pression des opposants et de leur avocat, qui a mis en avant l'inhumanité de la demande quelques jours avant Noël, Vinci a finalement renoncé.

Mais leur avocat a annoncé que AGO/Vinci relancera les procédures en janvier. Bruno Retailleau (parti Les Républicains), le futur président de la région Pays de la Loire a redit au soir de son élection, le 13 décembre, combien l'évacuation de la ZAD était pour lui « *une question prioritaire* ». Une dizaine d'hôtels de l'agglomération nantaise et du pays de Retz auraient par ailleurs été [réservés par la gendarmerie pour janvier](#).

« *Très bien, on les attend* », dit l'un des locataires qui risque l'expulsion. « *Ce que nous défendons ici, c'est une forme de vie, nous ne sommes pas dans la revendication abstraite, précisent Greg et Noé. Nous avons mis ici toute notre énergie, toute notre affectivité. Et tout ce que nous avons construit là, nous sommes prêts à y laisser notre peau pour le défendre, et ce n'est pas une figure de style.* »
« *Quand ils sont venus en 2012, ils s'attendaient à ce que l'on se résigne, termine Camille. Mais nous, nous ne nous résignons pas.* »

☒ *Photo de une : Maison en bois à Notre-Dame-des-Landes, le 23 novembre 2013, dans le cadre du projet « Arboretum » (chantier collectif de plantations d'arbres) [Source](#).*

☒ *Photos de chantier collectif : source [ici](#) et [là](#)*

☒ *Autres photos : Nolwenn Weiler, novembre 2015.*

Voir l'article sur le site de Basta! Mag : <http://www.bastamag.net/A-Notre-Dame-des-Landes-mille-et-un-projets-pour-inventer-un-autre-monde>

